

**Séance ordinaire du
jeudi 19 décembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

**Travaux réglementés des jeunes en situation de formation professionnelle au sein
de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier - Dérogation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier souhaite soutenir la formation des apprentis en CAP, Brevet professionnel et BAC Professionnel des métiers de l'agriculture et des espaces verts en intégrant les jeunes aux équipes pour accompagner leur professionnalisation.

Afin de compléter sa formation théorique suivie dans les Centres de Formation des Apprentis (CFA agricole, CFA horticole, CFA des métiers territoriaux...), l'apprenti est affecté à des travaux qui nécessitent l'utilisation ou l'entretien d'équipements de travail et de machines sur les sites de la Ville de Montpellier.

Aussi, pour autoriser l'utilisation des machines aux mineurs d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans, le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale permet aux jeunes en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés » sous réserve de satisfaire aux conditions suivantes :

1° Avoir procédé à l'évaluation prévue aux articles L. 4121-3 et suivants du code du travail, notamment élaboré et mis à jour le document unique d'évaluation des risques professionnels, comprenant une évaluation des risques existants pour les jeunes et liés à leur travail; cette évaluation est préalable à l'affectation des jeunes à leur poste de travail

2° Avoir, à la suite de cette évaluation, mis en œuvre les actions de prévention prévues au deuxième alinéa de l'article L. 4121-3 du même code ;

3° Avant toute affectation du jeune à ces travaux :

a) Pour l'autorité territoriale d'accueil, avoir informé le jeune sur les risques pour sa santé et sa sécurité et les mesures prises pour y remédier et lui avoir dispensé la formation à la sécurité en s'assurant qu'elle est adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle ;

b) Pour le chef d'établissement d'enseignement, lui avoir dispensé la formation à la sécurité prévue dans le cadre de sa formation professionnelle, adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle et en avoir organisé l'évaluation.

4° Assurer l'encadrement du jeune en formation par une personne compétente durant l'exécution de ces travaux ;

5° Avoir obtenu, pour chaque jeune, la délivrance d'un avis médical relatif à la compatibilité de l'état de santé de celui-ci avec l'exécution des travaux susceptibles de dérogation. Cet avis médical est délivré chaque année soit par le médecin de prévention, soit par le médecin chargé du suivi médical des élèves et des étudiants ou des stagiaires de la formation professionnelle.

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour l'apprenti accueilli que pour le service accueillant, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises, il est souhaité par la présente délibération de dérogation aux travaux interdits qu'il soit accordé à ce jeune mineur d'effectuer des travaux dits « réglementés » à compter de la date de la présente délibération.

L'annexe 1 de la délibération précise :

- Les travaux sur lesquels portent la délibération de dérogation (notamment l'utilisation des machines et équipements de travail comportant des éléments mobiles concourant à l'exécution du travail et qui ne peuvent être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement),
- Les formations professionnelles concernées (CAP, Brevet professionnel et BAC Professionnel des métiers de l'agriculture et des espaces verts),
- Les lieux de formation connus (CFA agricole, CFA horticole, CFA des métiers territoriaux de la région Occitanie)
- Les qualités et fonctions des personnes chargées d'encadrer les jeunes pendant ces travaux (Maître d'apprentissage et Responsable d'équipe)

L'annexe 2 de la délibération précise le détail des travaux concernés par la délibération :

- Nature des travaux : taille, tonte, fauchage, élagage et tronçonnage
- Nom des équipements de travail : tondeuse à conducteur à pied, débroussailleuse portative, taille haie, perche élagueuse, motoculteur...
- Équipements de protection individuelle : pantalon anti coupure, lunettes de protection, gants, chaussures de sécurité, bouchons ou casque anti-bruit

La nature des travaux n'expose pas au risque de chute de hauteur ni à la manipulation de produits chimiques

Comme le prévoit le décret n°85-603 modifié, la présente délibération de dérogation sera transmise pour information aux membres du CHSCT et adressée concomitamment, par tout moyen permettant d'établir la date de réception, à l'agent chargé des fonctions d'inspection de la Ville de Montpellier, mission assurée par le centre départemental de gestion de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les dérogations aux travaux réglementés telles que décrites ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- annexes 1 et 2.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191219-111578-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/19
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.